

La lutte contre le projet Conga au Pérou

Emmanuelle Piccoli

Numéro 774, septembre–octobre 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72450ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Piccoli, E. (2014). La lutte contre le projet Conga au Pérou. *Relations*, (774), 9–9.



La lutte contre le projet Conga au Pérou

EMMANUELLE PICCOLI

L'exploitation minière – avec celle du gaz, du pétrole et du bois – est envisagée par le gouvernement péruvien comme le moteur du développement économique du pays. Elle y génère cependant un développement inégalitaire et mal réparti entre les différentes régions. En effet, les quartiers centraux de Lima, où se concentrent l'élite et la classe moyenne-haute, connaissent un impressionnant boom immobilier, tandis que les zones rurales où sont extraites les ressources connaissent de graves problèmes environnementaux et des inégalités accrues. Cela génère de multiples tensions, qui sont gérées de manière répressive par le gouvernement plutôt qu'envisagées comme des mises en débat du modèle de développement.

Cajamarca, une région située au nord des Andes péruviennes, est habitée par une population principalement paysanne organisée en communautés (*caseríos*). Des exploitations minières souterraines y sont présentes en nombre limité depuis la période coloniale. Cependant, à partir des années 1990, les politiques néolibérales du gouvernement d'Alberto Fujimori y ont permis la multiplication de concessions minières: elles occupent aujourd'hui 47% du territoire de la région et plus de 90% dans certaines provinces.

Ces concessions sont des droits d'exploiter les ressources naturelles. Elles n'impliquent pas d'emblée une exploitation des ressources, mais la structure légale péruvienne est très permissive. C'est ainsi que plusieurs mégaprojets se sont développés dans la région de Cajamarca ces dernières années.

La plus grande exploitation aurifère du continent, la mine de Yanacocha, existe depuis 1993. La compagnie Newmont Mining souhaite y ajouter une extension. Le projet Conga couvrirait à lui seul 2000 hectares et extrairait environ 160 000 tonnes de

minerai annuellement durant les 20 prochaines années.

Les principales inquiétudes soulevées par la population concernent l'impact environnemental du projet Conga. En effet, celui-ci se situerait entre 3700 et 4200 mètres d'altitude, dans une zone aquifère où existent plus de 600 sources d'eau et où naissent les rivières de cinq bassins versants. Si le projet est mis en route, plusieurs montagnes, des centaines de sources d'eau et des lacs seront détruits. L'exploitation exige également

Les mobilisations contre le projet Conga permettent de nous interroger sur la citoyenneté et la participation politique au Pérou. Qui décidera de l'avenir?

une consommation outrancière d'eau pour rincer le minerai.

Dans ce contexte, un conflit très aigu a éclaté, en octobre 2011, à la suite de l'approbation par le ministère de l'Énergie et des Mines d'une étude sur l'impact environnemental du projet Conga. Cette approbation, déterminante pour la mise en marche de l'exploitation, a suscité une vive opposition de la population locale qui s'est traduite par des mobilisations dès le mois de novembre 2011. Les *frentes de defensa* («fronts de défense»), le syndicat des professeurs, les organisations paysannes comme les *Rondas campesinas* et le gouvernement régional ont mené des batailles dans la rue et sur les fronts juridique, technique et médiatique. Des dialogues ont été amorcés entre les représentants du gouvernement central et les opposants. Ces échanges devaient cependant porter uniquement sur les modalités de mise en place du projet, alors que la demande des opposants était que celui-ci soit arrêté. Ils étaient donc très limités et n'abordaient pas le cœur du problème.

Il importe de souligner le caractère pacifique de cette vaste mobilisation. En effet, de novembre 2011 à aujourd'hui, aucun fait de violence important n'a été relevé chez les opposants. À l'opposé, dès décembre 2011, la réponse du président de la République fut d'envoyer l'armée et de déclarer l'état d'urgence pour empêcher les manifestations et démarrer rapidement le projet. Une marche nationale pour l'eau de Cajamarca fut organisée à Lima pour répondre à cette répression gouvernementale. En juillet 2012, alors que les mobilisations avaient repris depuis un mois, l'état d'urgence fut à nouveau déclaré. Les forces de l'ordre ont alors abattu cinq personnes lors des manifestations.

À la suite de cette répression sanglante, le projet a été suspendu. Ce sont maintenant les paysans qui, à tour de rôle, organisent la surveillance des lacs situés dans la zone de Conga. L'entreprise responsable du projet continue par ailleurs d'y réaliser des travaux. La tension reste donc présente, bien que de manière latente.

Les mobilisations contre le projet Conga permettent de nous interroger sur la citoyenneté et la participation politique au Pérou. Qui décidera de l'avenir? Sur la base de quels arguments? La force et la répression s'imposeront-elles de nouveau, ou l'État écouterait-il enfin les habitants de Cajamarca? Faire état de ces mobilisations permet aussi de nous pencher sur les notions de démocratie et de droits des peuples au sein d'une économie mondialisée, dans laquelle la demande en minerais est particulièrement forte, tout comme la spéculation sur des matières comme l'or. Les multiples «champs de bataille», qu'ils soient juridiques, techniques, médiatiques ou dans la rue, sont autant de voies pour faire entendre une parole qui s'oppose à un certain modèle de développement et à une économie prédatrice. ●

L'auteure est chercheuse à l'Université catholique de Louvain et membre du Centre Avec, un centre jésuite de recherche et d'action sociales à Bruxelles